

La prévention de la radicalisation en Belgique remise en question

LE SOIR – LUDIVINE PONCIAU - 13/12/2018

Un rapport, sévère à l'égard des programmes de détection, estime que la Belgique fait fausse route en se concentrant surtout sur les premiers signes de radicalisation.

Il n'y a aucune manière de prévoir ou d'anticiper le fait qu'un individu devienne ou non à terroriste ». C'est ce qui ressort d'un rapport présenté ce matin par le think tank Itinera Institute à la Chambre. Un rapport, rédigé par la chercheuse et consultante hollandaise Marion Van San, sociologue et criminologue à l'Université de Rotterdam, qui flingue les mécanismes de prévention et de détection du radicalisme mis en place ces dernières années. En Belgique, fustige-t-elle, « *la réflexion, la prévention de la radicalisation n'en est encore qu'à ses tout débuts* ».

La raison pour laquelle nous faisons fausse route, juge le rapport, est d'ordre méthodologique : « *On tente d'œuvrer de manière préventive vis-à-vis de la radicalisation dans plusieurs secteurs de la société. Mais lorsque nous étudions ces initiatives plus en détail, il s'avère que la priorité n'est pas tant la prévention que la détection. On se concentre surtout sur l'identification précoce et le signalement des premiers signes de radicalisation* ».

La sociologue distingue la Flandre, qui travaille davantage avec des acteurs-clés, de la Wallonie qui préfère des équipes mobiles même si « *l'objectif est identique partout : les investissements se concentrent dans l'organisation de « formations » au personnel enseignant* ».

Ces « *prétendues formations offertes partout dans le pays* » aux professionnels de première ligne, on peut se demander quelles connaissances elles apportent précisément et si nous ne sommes pas en train de créer « *une grande armée d'experts qui n'en sont pas* », s'interroge Marion Van San. « *Plusieurs des interlocuteurs que nous avons interrogés nous ont expliqué qu'ils faisaient ce qu'ils pouvaient compte tenu de la situation, mais qu'ils étaient presque débordés* ».

Autant de griefs aux politiques de prévention du radicalisme mises en place ces dernières années qui trahissent, déduit-elle, une « *pensée magique* » selon laquelle nous serions capables d'identifier le processus de radicalisation et d'anticiper le phénomène à l'aide d'outils et de critères adéquats.

La radicalisation, un « problème pédagogique »

Cette « *énorme machine administrative* » qui a été mise en branle pour détecter les premiers signes de radicalisation serait même contre-productive étant donné qu'elle

instaure un climat de suspicion, notamment entre le jeune et son professeur, son assistant social ou son référent religieux. Des acteurs-clés dont il faut, préconise Itinera, protéger le statut de confident et éviter « *de transformer les services publics en instruments de surveillance* ».

« *Les pouvoirs publics n'ont pas encore suffisamment pris conscience du fait que la radicalisation est en premier lieu un problème pédagogique et qu'il faut avant tout chercher à y remédier dans l'environnement pédagogique* ».

En ce sens, certains projets menés dans des écoles, pointe la consultante qui collabore régulièrement avec des élus de droite, ont donné de bons résultats... Comme à Anvers, par exemple, où des jeunes prêts à rejoindre la Syrie ont participé à un projet artistique. « *Les projets d'accompagnement familial que nous avons visités fonctionnent selon la même philosophie. Et les résultats semblent encourageants* ».

La Belgique, poursuit Marion Van San, commet une autre erreur en considérant que la radicalisation est une forme d'« *ensorcellement* » idéologique. Toutefois, si les entretiens idéologiques menés avec les individus radicalisés n'apportent pas la preuve de leur efficacité, il convient toutefois de « *laisser une chance à cette approche* », expose le rapport d'Itinera.

Le rapport, s'il est riche en griefs, l'est nettement moins sur le volet recommandations. Trop ambitieux, les pouvoirs publics auraient tout intérêt à revoir leurs prétentions à la baisse étant donné que nous ne savons pas encore comment appréhender l'imprévisibilité du terroriste, d'autant que la méthode « *essais-erreurs* » ne permet pas d'atteindre le risque zéro du passage à l'acte. « *Professer qu'il serait possible d'améliorer la sécurité en misant sur la détection de la radicalisation et en investissant dans la dé-radicalisation crée de fausses attentes chez les citoyens* », sermonne Marion Van San. Reste à voir comment ce rapport sera accueilli dans le monde académique belge et par les acteurs de terrain.